

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AIDE MEMOIRE DE LA MISSION DE SUPERVISION
DU PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

(du 03 au 22 juin 2004)

INTRODUCTION

1. Une mission de la Banque africaine de développement composée de Mesdames Raymonde COFFI, Architecte, et de Bineta BA, Expert en Santé, a séjourné au Sénégal en vue de superviser le projet de Lutte Contre la Pauvreté, conjointement à la supervision du projet Santé I et au lancement des projets Santé II et Education IV.
2. Durant son séjour, la mission a rencontré le Directeur de Cabinet du Ministre de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale (MFDSSN), le Coordonnateur de la Cellule de Suivi Opérationnel des Projets de lutte contre la pauvreté (CSO/PLP) au MFDSSN. Sur la base d'un programme élaboré avec les responsables de la partie nationale, la mission a eu des séances de travail avec l'équipe du projet, les partenaires impliqués dans l'exécution du projet et a visité une infrastructure socio communautaire dans le village de Koulor, une Caisse Locale d'Epargne et de Crédit (CLEC) et une classe d'alphabétisation dans le village de Saaré Thierno, deux activités génératrices de revenus dans la commune de Tambacounda. La liste des personnes rencontrées figure en **annexe 1**.
3. Au terme de son séjour, la mission a tenu avec les responsables du Ministère de l'Economie et des Finances et des projets supervisés une réunion de synthèse au cours de laquelle les résultats obtenus ont été discutés. Le présent aide-mémoire résume les points qui ont fait l'objet d'échanges entre les membres de la mission et la partie gouvernementale et présente les conclusions et recommandations auxquelles les deux parties sont parvenues. Il a été rédigé et signé avec la partie sénégalaise, sous réserve de l'approbation des résultats par la Direction de la Banque.
4. La mission adresse ses sincères remerciements aux autorités sénégalaises, aux responsables et à l'équipe du projet et à l'ensemble des personnes rencontrées pour l'accueil et les dispositions prises pour le bon déroulement du travail.

OBJECTIFS ET DESCRIPTION DU PROJET

5. L'objectif général du projet est de contribuer à réduire la pauvreté au Sénégal. Les objectifs spécifiques sont : (i) élever le niveau éducatif, les compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto-promotion des groupes cibles ; (ii) accroître leurs capacités de générations de revenus ; et (iii) favoriser l'accès aux services de base. Le projet, prévu pour une durée de cinq ans, comprend quatre composantes :

- | | |
|------------------|---|
| Composante I : | Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires |
| Composante II : | Microfinance et appui aux activités génératrices de revenus |
| Composante III : | Infrastructures, Equipements et Hydraulique villageoise |
| Composante IV : | Gestion du Projet. |

6. Les données de base du Projet sont les suivantes :

- Date d'approbation : 30/06/1999
- Date de signature : 19/08/1999
- Date de mise en vigueur : 15/02/2001
- Date du dernier décaissement : 31/12/2004
- Coût total du Projet : 18,60 millions d'UC
- Prêt FAD : 10,00 millions d'UC
- Don FAT : 1,75 millions d'UC
- Gouvernement : 1,85 millions d'UC
- Autre source de financement
- Prêt FND : 5,00 millions d'UC
- Montant décaissé sur le prêt (juin2004) : 3 979 139,82 UC (40%)
- Montant restant à décaisser : 6 020 860,187 UC (60%)
- Montant décaissé sur le don : 1 117 594,02 UC (64%)
- Montant restant à décaisser : 632 405,98 UC (36%)
- Organe d'exécution : Bureau de Gestion du Projet (BGP),
Ministère de la Famille, du
Développement social et de la
Solidarité Nationale
BP 17 245 Dakar
Tél : 221 869 10 87 / 869 10 91
Fax : 221 869 10 88

7. Le Projet est financé conjointement par le FAD, le FAT, le Fonds Nordique de Développement (FND) et le Gouvernement comme indiqué dans le tableau suivant :

Coûts du projet par source de financement et par catégorie (en millions d'UC)

Catégories	FAD	FAT	FND	GOVT	TOTAL
BIENS :					
- Equipements/mobilier/fourniture	2,42	0,00	2,36	0,00	4,78
TRAVAUX :					
- Construction/réhabilitation	1,72	0,00	2,04	0,09	3,85
SERVICES :					
- Etudes et supervision	0,15	0,00	0,29	0,00	0,44
- Services de spécialistes	0,83	0,60	0,12	0,00	1,55
- Formation	2,15	1,09	0,09	0,00	3,34
- Audit	0,00	0,06	0,00	0,00	0,06
DIVERS :					
- Fonds de crédit	1,75	0,00	0,00	1,76	3,50
FONCTIONNEMENT :					
- Fonctionnement	0,98	0,00	0,10	0,00	1,08
TOTAL	10,00	1,75	5,00	1,85	18,60%
POURCENTAGE	54%	9%	27%	10%	100%

ANALYSE DE L'EXECUTION DU PROJET

Résumé de l'exécution physique du projet

8. Le taux d'exécution global du projet, au 22 juin 2004, est d'environ 66% réparti par composante et catégorie de dépenses dans les tableaux suivants.

Taux d'exécution physique par composante

<u>Composantes</u>	<u>Taux d'exécution mission précédente</u>	<u>Taux d'exécution supervision actuelle</u>
Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires (24,4%)	66%	70%
Micro finance et appui aux activités génératrices de revenus (22,6%)	68%	71%
Infrastructures, Equipements et hydraulique villageoise (43,3%)	56%	59%
Gestion du projet (9,7%)	74%	75%
TOTAL POURCENTAGE (100%)	63%	66%

Taux d'exécution physique par catégorie

<u>Catégories</u>	<u>Taux d'exécution mission précédente</u>	<u>Taux d'exécution supervision actuelle</u>
BIENS :		
- Equipements/mobilier/fourniture (25,7%)	19%	20%
TRAVAUX :		
- Construction/réhabilitation (20,7%)	32%	33%
SERVICES (29%) :		
- Etudes et supervision (2,4%)	26%	20%
- Services de spécialistes (8,3%)	47%	28%
- Formation (18%)	72%	49%
- Audit (0,3%)	50%	75%
DIVERS :		
- Fonds de crédit (18,8%)	29%	50%
FONCTIONNEMENT :		
- Fonctionnement (5,8%)	38%	30%
TOTAL POURCENTAGE (100%)	63%	39%
		66%

Conditions de l'accord de prêt et de don

9. Toutes les cinq autres conditions de l'accord de prêt et du don ont été réalisées, à l'exception de la dernière condition relative au versement annuel, au plus tard le 31 mars, de la contrepartie nationale, qui s'exécute chaque année. Les contreparties des années 2001, 2002, 2003 ont été décaissées avec des retards. Pour l'année 2004, les allocations de 70 000 000 FCFA (fonctionnement), et de 132 millions FCFA (fonds de crédit) ont été virées sur les comptes du projet ouverts au Trésor et à la CNCA les 3 mars et 27 avril 2004.

Etat d'avancement du projet par composante

10. L'état de réalisation physique des activités du projet est présenté par composante dans les paragraphes qui suivent.

Composante I : Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires

11. Au titre de cette composante, le projet finance des activités permettant de renforcer les capacités des populations bénéficiaires et des partenaires institutionnels et d'exécution. Ces activités sont réparties en deux sous composantes : (i) activités de sensibilisation, alphabétisation et IEC ; (ii) renforcement des capacités des partenaires.

L'Education de Base (DAEB), les URG, IA et IDEN. Les rapports des opérateurs font état de l'ouverture de 1200 classes d'alphabétisation réparties comme suit : 490 classes wolof, 408 pulaar, 170 sérère, 124 mandinka, 5 soninké, 3 balante. La 1ère cohorte totalise 17 779 personnes alphabétisées. La deuxième cohorte est estimée à 18 000 bénéficiaires. Le détail de la 1^{ère} cohorte est résumé dans le tableau suivant :

Régions	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Effectif total
Dakar	3 277	225	3 502
Thiès	3 215	336	3 551
Diourbel	3 361	212	3 573
Tambacounda	2 392	1 187	3 579
Kolda	2 997	594	3 591
Total	15 242	2 554	17 796

17. En vue d'apporter une formation complémentaire aux enfants talibés des écoles coraniques, la SAFEFOD a procédé en mars 2004 à la formation de 20 enseignants (serignes des daaras) de ces écoles, dans les communes d'arrondissement de Pikine et Guédiawaye, sur les modules : stratégies et orientations du projet, systèmes de financement et gestion d'une AGR. Cette formation sera suivie d'activités d'alphabétisation, d'identification et de financement de micro-projets collectifs au profit des enfants talibés.

18. *BIENS - Equipements, mobilier et fournitures* : Tout le matériel pédagogique et didactique d'alphabétisation destiné aux deux cohortes (1 200 tableaux et des fournitures pour les 36 000 bénéficiaires) ont été remis aux opérateurs. Les manuels d'alphabétisation destinés aux facilitateurs et bénéficiaires des deux cohortes ont été acquis et mis à disposition dans les classes, il s'agit de : 14 500 manuels en Wolof, 13 416 en Pulaar, 5000 en Sérère, 4616 en Mandinka et 140 en Balante. Pour les apprentissages fondamentaux seuls les manuels PAGPF niveau 2 et Aide et Action niveau 1 restent à acquérir. Deux contrats sont en cours d'approbation à la CNCA avant signature par les ministères concernés. Dès la livraison des manuels, un réaménagement horaire sera effectué afin d'absorber le retard. Il ne restera que les manuels de post alphabétisation à acquérir ; le bureau de projet devra élaborer le dossier approprié.

Sous-composante : Renforcement des capacités des partenaires du projet

19. Conformément aux prévisions du rapport d'évaluation du Projet, il est prévu de procéder à des enquêtes en vue de mesurer l'évolution de la pauvreté dans les 5 régions d'intervention du Projet. Cette activité s'inscrit dans le cadre du suivi-évaluation de la pauvreté dans les zones couvertes par le projet, et la mise en place d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, par la Direction de la prévision et de la statistique (DPS/MEF) et un bureau d'études à recruter à cet effet. La première enquête a été réalisée au courant du premier trimestre de l'année 2002 et a permis de disposer d'une base de données sur la situation de référence des communautés de base et de la liste des zones d'intervention du Projet. Une autre mission sera réalisée par la Direction de la Prévision et de la Statistique, en rapport avec un bureau d'études, dans le courant du mois de juillet 2004. Les résultats sont attendus en fin août 2004. Les informations recueillies serviront à alimenter le système d'information à mettre en place au sein de l'AFDS.

20. *SERVICES - Formation* : Les formations suivantes ont été réalisées au profit des partenaires et des bénéficiaires :

- Formation de 107 responsables des 15 ONG d'encadrement, SFD et agents des services techniques en micro finance ; de 101 responsables des 15 ONG en gestion

de projet ; de 150 personnes MOD, ONG, SFD et agents CERP, en approche genre et participation ;

- Formation de 2 450 responsables pour la mise en place et la gestion des CLEC ;
- Les personnels (27) du BGP et des URG ont été formés en informatique sur les modules power point, access, MS project, Excel, Word 2002.

21. Il a également été procédé à la formation de 1 584 responsables de groupements bénéficiaires (3 par communauté de base) à la gestion financière des AGR, 1094 responsables des bénéficiaires en gestion de crédit. Les membres des 600 comités de gestion de quartiers et villageois ont été formés sur leurs rôles et responsabilités.

22. *BIENS - Equipements, mobilier et fournitures* : Les équipements (véhicules, matériels informatiques) destinés aux partenaires institutionnels ont été livrés le 08 mai 2002, il s'agit des Centres d'Expansion Rurale Polyvalents (CERP), la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS), la Cellule de suivi opérationnel des projets de lutte contre la pauvreté (CSOPLP), la Direction de la Stratégie du Développement Social (DSDS) et la Direction de Développement Communautaire (DDC). Le projet met également à la disposition de ces structures des fournitures de bureau et du carburant, chaque année, pour faciliter leur implication dans les activités planifiées par le projet. L'appui institutionnel des 30 ONG opérateurs en alphabétisation a permis à ces derniers d'acquérir, en septembre 2003, les équipements et matériels identifiés par le cabinet Max Consulting Group. Ces acquisitions ont permis aux opérateurs d'être très opérationnels sur le terrain surtout concernant le suivi des classes et la gestion administrative du programme.

23. *TRAVAUX - Construction* : A la demande des populations, seize (16) caisses populaires d'épargne et de crédit (CAPEC) ont été intégrées dans les infrastructures communautaires en cours de construction. Ces CAPEC, équipés de matériels de bureaux, matériels informatiques, documents de gestion, pourront être utilisées par les SFD dans le cadre de l'extension de leur réseau.

Composante II : Micro finance et appui aux activités génératrices de revenus

24. Au titre de cette composante, le projet finance, en fonction de la demande, des activités génératrices de revenus, par l'offre de services de proximité adaptés en matière de micro finance.

25. *SERVICES - Services de spécialistes* : L'étude sur les créneaux porteurs et le diagnostic des structures de caisses de base ont été réalisés en juin 2002. Les deux bureaux d'études chargés du renforcement des capacités des partenaires d'exécution du projet ont exécuté trois sessions de formation en genre et méthodes participatives, en gestion de projets et gestion financière et comptable des SFD en direction de 258 personnes composées de responsables et agents des services techniques régionaux, ONG et SFD.

26. Quinze 15 ONG ont été recrutés pour l'encadrement technique des clients du crédit et leurs prestations ont démarré en janvier 2003. Elles ont élaboré plus de 10 000 requêtes de financement et assuré la formation des bénéficiaires de la première composante. Au sortir de ces formations, les bénéficiaires ont amélioré leurs capacités techniques et managériales pour gérer efficacement leurs structures et activités. La rémunération des ONG qui représentait 5% du montant des projets élaborés et financés par les SFD, a été jugée insuffisante. En accord avec les ONG, le bureau de projet a soumis à la Banque : i) le relèvement du taux de rémunération de 5%

à 15 % ; ii) une dotation forfaitaire en carburant modulée eu égard aux distances parcourues par les ONG. La Banque a donné son avis de non-objection pour le relèvement de la rémunération à 6% et la dotation en carburant dont les montants lui seront soumis pour avis. Les ONG ont encore trouvé faible le relèvement accordé par la Banque ; néanmoins elles poursuivront leurs prestations jusqu'au 31 décembre 2004 sur cette base.

27. La gestion du volet micro crédit a été confiée aux trois structures financières décentralisées identifiées dans le rapport d'évaluation (CMS, PAMECAS et ACEP), et leurs conventions sont financées conjointement par le FAD et le Gouvernement. Des conventions signées avec six structures (ONG et mutuelles) complémentaires recrutés par le Projet sans l'avis préalable de la Banque sont financées entièrement par la contrepartie. Les prestations de ces neuf intermédiaires financiers s'achèvent en juin 2004. De nouvelles conventions seront passées avec CMS, PAMECAS et ACEP pour la durée restante du projet ; tandis que des ONG complémentaires seront recrutées pour atteindre le maximum de bénéficiaires. A cet effet, le dossier d'appel d'offres corrigé a été envoyé à la Banque le 11 juin 2004 pour avis.

28. Par ailleurs, la cellule AT/CPEC a déposé le rapport provisoire de l'évaluation des performances des Structures financières décentralisées (SFD) et des ONG d'encadrement technique. Le document transmis à la BAD n'a pas été commenté ; la mission recommande que le Bureau de projet l'examine et fasse des recommandations à la Banque avant qu'elle puisse donner son avis.

29. *DIVERS - Fonds de crédit* : La contrepartie a mobilisé un montant total de 1 118 674 045 FCFA et le FAD 249 millions FCFA. Sur ce total, 1 235 674 045 FCFA ont été mis à la disposition des SFD. La situation des décaissements aux six ONG par l'Etat du Sénégal est présentée en **annexe 2**. Une demande de renouvellement des fonds pour CMS, PAMECAS et ACEP a été introduite auprès de la Banque. L'ensemble des conventions arrive à expiration fin juin 2004. Les montants non octroyés des conventions des SFD et les montants recouverts seront reversés au projet, à compter de cette date. Un total de 496 caisses locales d'épargne et de crédit (CLEC) ont été mises en place dans les villages et quartiers ciblés ; elles sont constituées d'un conseil d'administration, d'un comité de crédit, d'un comité de surveillance et contrôle, et d'un gérant. Les CLEC sont alimentées par les SFD et accordent des crédits à leurs membres de la première catégorie (crédit maximum de 25 000 FCFA).

30. Au 31 mai 2004, les SFD ont financé au total 7 895 projets pour un montant de 1 104 915 555 FCFA, au profit de 23 530 promoteurs. Les activités financées recouvrent les principaux secteurs suivants : petit commerce, emboûche, artisanat, restauration, transformation de produits locaux, agriculture (maraîchage). Pour le remboursement, une bonne partie de ces fonds est arrivée à échéance et 93,03 % des fonds échus sont recouverts et recyclés dans le financement de nouveaux projets. Les détails des sous-projets financés par les SFD se trouvent en **annexe 3**.

31. Le Projet a noté une réticence des trois SFD à financer les CLEC, du fait que ces dernières n'ont pas de statut légal pour le moment ; les SFD souhaitent donc partager les risques de non-recouvrement avec le projet. Ces CLEC, une fois renforcées, seront mis en réseau. Des propositions seront faites au PLCP avant avis de la Banque et seront indiquées dans les prochaines conventions à passer avec les SFD.

32. La visite des sites de la région de Tambacounda a montré que toutes les SFD n'appliquent pas les termes de leur convention, à savoir : le financement de sous-projet dans les créneaux porteurs, le financement des CLEC aux conditions prévues (taux d'intérêt, apport personnel,

etc.), la bonification des emprunteurs ayant remboursé leur prêt dans le délai. De plus, certains bénéficiaires ne bénéficient plus d'encadrement technique d'ONG.

33. *BIENS - Equipements, mobilier et fournitures* : La livraison du matériel constitué de 600 coffres, mobiliers et documents de gestion, débutée depuis décembre 2003, se poursuit au niveau des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC). Elle s'achèvera vers la fin juin 2004.

Composante III : Infrastructures, Equipements et hydraulique villageoise

34. Cette composante vise l'amélioration des conditions de vie et de travail des groupes cibles à travers trois sous composantes : (i) Infrastructures et équipements socio-communautaires ; (ii) Hydraulique villageoise ; (iii) Cases foyers et garderies socio-éducatives.

Sous-composantes : Infrastructures et équipements socio-communautaires / Cases foyers et garderies socio-éducatives

35. *SERVICES - Services de spécialistes* : Dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée signée avec l'AGETIP le 20 août 2001, les études techniques et architecturales afférentes aux infrastructures socio communautaires ont été exécutées et le suivi des travaux de construction est en cours. Dans le cadre de sa convention, l'AGETIP a recruté un bureau pour les études architecturales et techniques, trois bureaux pour le suivi et la supervision des travaux de réalisation des infrastructures communautaires et un autre pour l'élaboration des maquettes. A la demande du bureau de projet, la Banque a approuvé le 3 juin 2004 des avenants aux contrats respectifs des maîtres d'œuvre, pour un montant total de 99 148 010 F CFA, compte tenu des travaux complémentaires nécessaires au bon fonctionnement des infrastructures.

36. *TRAVAUX* : Le programme de construction comprend : 16 cases foyers, 14 cases des tout petits, 14 cases de santé à réaliser sur 36 sites. Pour la réalisation de ces travaux, l'AGETIP a recruté 8 entreprises adjudicataires de 9 lots. Les chantiers ont démarré entre août, septembre et octobre 2003 avec des délais d'exécution variant de six à huit mois. Des travaux supplémentaires destinés à améliorer le fonctionnement des infrastructures, viennent d'être approuvés par la Banque début juin 2004, pour un montant global de 110 921 908 F CFA. Le taux d'avancement global de l'ensemble des travaux est de 71 % ; les premières réceptions provisoires, y compris les travaux supplémentaires, auront lieu fin juin 2004 et les dernières en septembre 2004.

37. La visite de quelques sites dans la région de Tambacounda a permis de se rendre compte que la supervision des chantiers par les bureaux d'études et l'AGETIP devra être renforcée afin de respecter les délais d'exécution et d'assurer une bonne qualité des infrastructures. Les retards enregistrés par les entreprises devront être pénalisés, conformément à leurs marchés. Les détails des marchés de travaux et leur taux d'exécution figurent en **annexe 4**.

38. *BIENS - Equipements, mobilier et fournitures* : Deux marchés ont été passés pour la livraison des équipements socio communautaires d'allègement des tâches, avec des délais de livraison de trois mois. Les marchés suivants ont été signés et approuvés par la CNCA le 14 mai 2004 :

- AFCO, pour l'installation de 336 broyeurs à céréales, 18 décortiqueuses à mil, 12 batteuses à mil, 12 décortiqueuses à fonio et des lots de pièces de rechange connexes, d'un montant total de 326 526 000 FCFA HT/HD,

- SISMAR, pour la fourniture de 120 charrettes asines et 96 charrettes équines, pour un montant HT/HD de 41 779 200 F CFA.

39. Pour les équipements destinés aux cases des tout petits et cases de santé, la consultation a été lancée le 04 juin 2004 et l'ouverture des plis est fixée au 05 juillet 2004. Suite à l'approbation de la Banque, des meubles de rangement pour les manuels de post alphabétisation ont été ajoutés au lot 4, dont l'ouverture des offres est reportée au 16 juillet 2004.

40. *SERVICES - Formation* : La formation destinée aux opérateurs pour l'entretien et maintenance des équipements post-récolte sera réalisée par les fournisseurs au moment de la mise en place desdits équipements. La formation des 378 comités de gestion, par les agents des CERP, démarrera au mois d'août 2004 dans les cinq régions, après élaboration d'un programme par les URG.

41. La formation des agents des cases de santé (agent communautaire de santé et matrone) et celle destinée aux animateurs polyvalents (des cases des tout petits) démarreront également au mois de juillet 2004. Ces formations se feront en collaboration avec les services de la santé et des services en charge de la petite Enfance. Pour les auxiliaires de santé, les médecins chefs de région médicale ont déjà été saisis dans ce sens et pour la case des tout petit une journée d'échanges est prévue fin juin avec tous les acteurs de la petite Enfance et les relais IEC du projet.

Sous-composante : Hydraulique villageoise

42. *SERVICES - Etudes et supervision* : Le Groupement de bureaux d'études nordique et sénégalais COWI - AISB a réalisé toutes les études et leur mission de supervision se poursuit convenablement sans difficulté. Deux bureaux de contrôle des travaux ont été recrutés, leurs projets de marché ont été soumis à l'avis de la Commission nationale des contrats de l'Administration de l'Administration pour avis. Les notifications aux bureaux pourraient intervenir au plus tard fin juin 2004.

43. Au titre de cette sous composante, deux types de formations sont envisagés pour garantir la pérennisation des investissements. La première s'adresse aux personnes préposées à l'entretien des pompes et sera assurée par les fournisseurs entre novembre et décembre 2004. La seconde formation destinée aux comités de gestion des points d'eau, sera réalisée par les agents des CERP entre juillet et août 2004 afin de leur donner des techniques en gestion des infrastructures et équipements, en hygiène et assainissement, dans les activités liées aux points d'eau (maraîchage, arboriculture, etc).

44. *TRAVAUX - Construction* : Deux entreprises ont été recrutées et les travaux ont démarré le 26 novembre 2003 avec des délais d'exécution de onze (11) mois, il s'agit de :

- Le Consortium d'Entreprises CDE, pour la réalisation de 120 puits hydrauliques d'un montant HT/HD de 1 678 936 999 FCFA. Le taux d'exécution est de 53%,
- La Sénégalaise de Voirie, de Travaux publics et de Génie civil SVTP/GC, pour la réalisation de 60 mini réseaux d'eau potable et 120 latrines d'un montant HTHD de 706 263 900 F CFA. Le taux d'exécution a atteint 60 %.

45. *BIENS - Equipements, Mobilier et Fournitures* : Deux fournisseurs ont été recrutés pour la livraison des équipements suivants :

- DANSKSOLERNERGI, pour la fourniture et l'installation de 37 électropompes

- solaires, 35 électropompes thermiques et un lot de pièces de rechange, d'un montant HT/HD de 640 321 871 FCFA ; la livraison est prévue pour janvier 2005,
- MEERA AND CEIKO, pour la fourniture et l'installation de 120 pompes manuelles et un lot de pièces de rechange d'un montant de 92 739 857 FCFA HT/HD ; la livraison est prévue pour le 5 août 2004.

46. Une requête a été introduite par l'Etat sénégalais auprès du FND en vue d'obtenir un prêt complémentaire de 3 millions d'Euros.

Composante IV : Gestion du projet

47. *TRAVAUX - Construction / Réhabilitation* : Le bureau de gestion du projet (BGP) à Dakar et les unités régionales de gestion du projet (URG) de Kolda et Tambacounda occupent des bâtiments réhabilités par l'intermédiaire de l'AGETIP en 2001. La contrepartie en supporte des charges locatives ; tandis que les URG de Thiès et Diourbel occupent des bâtiments de l'Etat. Les travaux d'installation du réseau informatique par le fournisseur ATI sont achevés en février 2003. La formation du personnel au nouvel environnement informatique s'est achevée durant le dernier trimestre 2003.
48. *BIENS - Equipement, Mobilier et fournitures* : L'acquisition des équipements du bureau de projet a été faite auprès de IAPSO et livrés en mars et juin 2002. Ces équipements sont composés de : matériels informatiques (23 ordinateurs, 20 imprimantes et 12 onduleurs), 11 véhicules, 20 motos Yamaha, 38 matériels de reprographie et de froid. Le mobilier du BGP et des URG, composé de bureaux, chaises visiteurs, fauteuils et d'armoires métalliques a été livré le 30 septembre 2002.
49. *SERVICES - Services de spécialistes* : Le manuel des opérations et des procédures administratives et financières a été élaboré par un consultant individuel en septembre 2002, et soumis à la Banque. Un système informatisé de gestion comptable et financière a été mis en place en décembre 2003. La saisie des données pour les exercices 2001 et 2002 a été réalisée en janvier et février 2004, et l'exercice 2003 en mai 2004. La formation à l'utilisation du logiciel a été entamée avec la comptable et se poursuivra en juillet 2004 pour le reste de la Direction. Le recrutement d'un consultant individuel a été lancé le 9 juin 2004 pour faire l'état d'exécution des activités et évaluer les résultats du projet.
50. Le personnel d'encadrement du projet a également pris fonction depuis septembre 2000, il s'agit de la Directrice, de 4 responsables de composante, de 5 coordonnateurs(trices), de 5 assistants(tes), un administrateur gestionnaire et de la comptable. Ces deux derniers ont pris service en mars 2002. Le spécialiste en passation des marchés, recruté en avril 2002 et remercié pour non-respect des termes de son contrat, n'a pas été remplacé.
51. Pour faciliter l'exploitation des informations fournies par les partenaires d'exécution, il est envisagé de recourir aux services d'un consultant individuel pour une durée maximum d'un mois pour la mise en place d'un système d'information sur toutes les réalisations du Projet.
52. *FONCTIONNEMENT* : Le personnel d'appui (8 secrétaires et 8 chauffeurs) est recruté. Les performances du personnel sont jugées satisfaisants par la Directrice du projet. La société de gardiennage ADSAT assure la surveillance des locaux du BGP et des URG depuis août 2002, tandis que la société Kolere Distribution est chargée du nettoyage des locaux du BGP et des URG depuis décembre 2001.

Rapports trimestriels d'activités et d'Audit des comptes

53. Le projet a élaboré quatorze (14) rapports trimestriels d'activités couvrant les périodes de septembre 2000 à mars 2004 et trois rapports annuels. La plupart des partenaires (AGETIP, OFDB, SAFEFOD, ONG, SFD) produisent leurs rapports d'activités dont les informations sont intégrées dans les rapports du BGP.

54. Les deux rapports d'audit des comptes clos au 31 décembre 2001 et 2002 ont été soumis à la Banque en août et décembre 2003. La consultation ayant été infructueuse, de nouvelles lettres d'invitation relatives au recrutement d'un cabinet pour l'audit des comptes des exercices 2003 et 2004 ont été lancées le 16 juin 2004 ; l'ouverture des plis est prévue le 5 août 2004.

Gestion et coordination du Projet

55. Le BGP tient des réunions de coordination semestrielles avec les URG et les chefs de centre d'expansion rurale polyvalents (CERP, structures déconcentrées les plus proches des populations), dont la dernière date de janvier 2004. Les comités de pilotage ont été mis en place à tous les niveaux (village/quartier, commune/arrondissement, régional, national). Au total, il existe 21 comités, dont 11 locaux, 6 communaux, 3 régionaux et 1 national. Les URG et les comités villageois assurent le suivi des activités et participent aux réunions hebdomadaires des chantiers.

VISITE DES SITES

56. La visite des sites de la région de Tambacounda laisse apparaître que : (i) tous les partenaires n'appliquent pas les termes de leurs conventions ; (ii) les URG n'interviennent pas rapidement dans la solution des problèmes ; (iii) tous les comités de gestion des infrastructures et des équipements ne ^{sent} pas en place. Au terme de ces visites, des recommandations ont été formulées pour toutes les URG :

- Tenir des réunions périodiques avec l'ensemble des partenaires ;
- Renforcer le suivi des activités sur les sites ;
- S'assurer que les responsables régionaux et départementaux de la DAEB suivent bien les activités d'alphabétisation ;
- Diligenter la mise en place des comités de gestion des infrastructures et équipements, d'ici fin juillet 2004 ;
- Elaborer, en accord avec les agents des CERP et des services de la Famille, le programme de leurs interventions ;
- Faire appliquer aux SFD les engagements contenus dans leurs conventions (bonus aux bons clients, taux d'intérêt appliqué aux CLEC, etc) ;
- Diffuser le document relatif aux créneaux porteurs auprès des SFD et des CLEC, et s'assurer que ces structures financent des projets potentiellement rentables et pouvant avoir un impact positif sur l'environnement et sur les populations ;
- Rencontrer, au plus tard mi-juillet 2004, les médecins chefs de district et les ICP pour la définition des critères de choix de la matrone et l'agent communautaire de santé, ainsi que du programme de formation (modalités de formation, formateurs, coûts, durée et période des formations, etc.) ;
- Matérialiser les réalisations du projet dans la région.

IMPACT DU PROJET

57. L'impact des réalisations du projet n'est pas encore très visible. Néanmoins on peut noter que du point de vue environnemental, les infrastructures dans les quartiers et les villages ciblés a embelli les zones concernées ; un système d'assainissement a été prévu et mis en place dans les infrastructures ; des clôtures ont été réalisées pour sécuriser les structures ; des comités de gestion seront mises en place et formés à l'entretien. La réalisation de 14 cases de tout petits va permettre d'offrir 1 260 places aux enfants de 2 à 6 ans qui pourront accéder à la formation préscolaire dès la rentrée d'octobre 2004. Les mères pourront être déchargées afin de mener des activités génératrices de revenus et fréquenter les classes d'alphabétisation.

58. Les formations et campagnes IEC sur divers thèmes liés à la santé et aux AGR ont commencé à doter les bénéficiaires de capacités à assurer une bonne hygiène de vie, à participer au développement communautaire, et à augmenter leurs moyens financiers permettant à leurs enfants de fréquenter l'école. Le projet a permis également de générer des emplois à travers le programme d'alphabétisation (1200 facilitateurs, 120 superviseurs). Au niveau de l'alphabétisation, 17 796 apprenants (dont 15 242 femmes) de la première cohorte ont acquis les techniques de la lecture, l'écriture et le calcul des opérations simples.

ETAT DES ACQUISITIONS ET DES DECAISSEMENTS

Acquisition des biens, travaux et services

59. Dans le cadre des acquisitions du projet, il a été réalisé 4 appels d'offres internationaux, 2 appels d'offres nationaux et 26 consultations restreintes. Les règles en matière d'acquisition sont en train d'être maîtrisées. Toutes les acquisitions de fournitures et de carburant se font sur consultations restreintes suivant la base de données des fournisseurs disponible au Projet. Les acquisitions en cours de finalisation se présentent comme suit :

Consultation restreinte :

- i) Impression des manuels d'alphabétisation en quatre langues nationales : l'avis de non-objection de la Banque sur les adjudications a été donné le 10 mai 2004 ; les marchés ont été approuvés par la CNCA le 15 juin 2004. Les notifications ont été données aux fournisseurs le 21 juin 2004.
- ii) Recrutement d'un cabinet pour l'audit des comptes 2003 et 2004 : la 1^{ère} consultation de mars 2004 s'est avérée infructueuse ; une deuxième consultation vient d'être lancée le 16 juin 2004 ; l'ouverture des plis est prévue le 5 août 2004.
- iii) Recrutement d'un consultant individuel pour l'évaluation d'étape des activités du projet : La consultation a été lancée le 9 juin 2004 après approbation par le comité de suivi composé de représentants de la DDI, la DCEF, la CSO/PLP et du Cabinet du Ministre de tutelle. L'ouverture des plis est prévue le 13 juillet 2004.
- iv) Mobilier, équipements et matériels pédagogiques pour les infrastructures socio-communautaires : la consultation n'a été lancée que le 4 juin 2004, l'ouverture des offres est prévue le 5 juillet 2004, à l'exception du lot 4 dont l'ouverture a été reportée au 16 juillet 2004, en raison d'un additif.
- v) Recrutement des SFD complémentaires chargés du volet crédit : Suite aux observations de la Banque formulées le 14 mai 2004, le dossier corrigé a été à nouveau soumis à la Banque le 11 juin 2004.

67. Les principaux problèmes discutés durant la mission et qui pourraient entraver l'atteinte des objectifs du projet sont présentés ci-après :

- i) Les activités de crédit ont démarré mais n'ont pas eu le temps de s'étendre à toutes les personnes ciblées ;
- ii) Les infrastructures seront complètement achevées et mises à la disposition des populations seulement dans le courant du dernier trimestre 2004, ne laissant pas suffisamment de temps au projet pour amener les cibles à se familiariser avec les méthodes de gestion ;
- iii) Toutes les activités ont démarré sur le terrain et le suivi n'est pas assuré de manière constante dans toutes les régions ;
- iv) Des ONG d'encadrement technique ont désisté ou sont défailtantes dans la région de Tambacounda et Kolda ;
- v) Toutes les SFD ne respectent pas les clauses des conventions signées ;
- vi) Le taux alloué au niveau national ne couvre pas les frais réels de mission de terrain ;

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

68. Toutes les activités du projet ont démarré et leur taux d'exécution de 66% est appréciable. Toutefois, il n'est pas sûr que le projet sera complètement achevé d'ici fin décembre 2004, date du dernier décaissement. Afin d'assurer une meilleure exécution du projet et respecter le délai imparti, il est recommandé :

Au Gouvernement de :

- i) Prévoir, au plus tard fin juillet 2004, une rencontre avec le Ministère de l'Education et l'Agence en charge des « cases des tout-petits » en vue de la prise en charge des moniteurs des cases des tout-petits réalisés par le projet ;
- * ii) Transmettre à la Banque le rapport de l'atelier prévu en juillet 2004, dans le cadre de la coordination des projets de lutte contre la pauvreté ;
- * iii) Introduire une requête de prorogation de la date limite de dernier décaissement du prêt et du don, au courant du dernier trimestre 2004 ;

Au Bureau de projet de :

- iv) Mettre en place, au plus tard fin juillet 2004, tous les comités de gestion des infrastructures et des équipements ;
- v) Renforcer les activités de formations des comités villageois et de gestion des infrastructures ;
- vi) Elaborer, au plus tard mi-juillet 2004, un planning de supervision pour le BGP et les URG, et tenir les réunions de coordination au niveau régional avec tous les partenaires du projet ;
- vii) Recruter des ONG pour l'encadrement technique des bénéficiaires de la région de Tambacounda et Kolda ;
- viii) Transmettre à la Banque, au plus tard mi-juillet 2004, les commentaires et recommandations sur le rapport de la Cellule AT/CPEC ;
- ix) De rembourser les frais d'hôtel (restauration et hébergement) lors des missions de terrain ou appliquer le taux en vigueur ;

A l'AGETIP de :

- x) Etablir un plan d'action et un calendrier de ses missions de supervision et de celles des bureaux d'études.

A la Banque de :

- i) Diligenter le traitement du dossier relatif à la sélection des ONG impliquées dans le financement du volet crédit.

Fait à Dakar le 22 juin 2004.

Pour le Gouvernement

M. Daouda DIOP
Directeur de la Coopération
Economique et Financière
Ministère de l'Economie et des Finances

Pour la Banque africaine de développement

Mme Raymonde Yvette COFFI
Architecte
Département du Développement
Social, Région Centre & Ouest

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Prénoms et Noms	Fonction	Structure	Téléphone
MINISTERE DE LA FAMILLE, DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE (MFDSSN)			
Mare LO	Directeur de Cabinet	Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale (MFDSSN)	
Ousmane KA	Coordonnateur	Cellule de Suivi Opérationnel des Projets et Programmes de Lutte Contre la Pauvreté - (CSO PLP / MFDSSN)	842 23 97
Baba SOW	Assistant	CSO PLP / MFDSSN	
Awa Dianor KA	Assistante	CSO PLP / MFDSSN	842 23 97
Amdy DIA	Assistant Comptable	CSO PLP / MFDSSN	842 23 97
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)			
Daouda DIOP	Directeur	Direction de la Coopération Economique et Financière DCEF / MEF	Tél/Fax : 822 12 67 822 35 62
André NDECKY	Directeur Adjoint	DCEF / MEF	822 35 62
Daba TRAORE	Chargée de Programme	DCEF / MEF	822 35 62
Ndèye Mayé DIOUF		DCEF / MEF	822 35 62
Adama DIENG	Chargé de Programme	Direction de la Dette et de l'Investissement DDI / MEF	Tél .821 23 25 Fax 821 16 30
Djibril DIOP	Coordonnateur	Cellule d'Assistance Technique aux Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit (AT/CPEC / MEF)	821 22 67
Aminata DIALLO	Agent	AT/CPEC / MEF	821 22 67
Moussa DIENG	Analyste Financier	Cellule AT/CPEC	821 22 67
PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (PLCP)			
Khady Fall NDIAYE	Directrice	PLCP - Bureau de Gestion	869 10 87
Mouhamadou Lamine MBAYE	Administrateur Gestionnaire	PLCP - Bureau de Gestion	869 10 87
Aminata NDIAYE	Responsable Comp. Renforcement des Capacités	PLCP - Bureau de Gestion	869 10 87
Assane SAGNE	Co-responsable Comp. Microfinance et AGR	PLCP - Bureau de Gestion	869 10 87
Aïssatou DIOP DIAGNE	Co-responsable Comp. Microfinance et AGR	PLCP - Bureau de Gestion	869 10 87
Moustapha DIEYE	Responsable Comp. Infrastructures, Equipements Hydraulique et	PLCP - Bureau de Gestion	869 10 87
Ramatoulaye DDIENG	Comptable	PLCP - Bureau de Gestion	869 10 87
Rokhaya GUEYE DIOP	Gérante de la régie d'avance	PLCP - Bureau de Gestion	869 10 87
François Dibor Kital	Coordonnateur	U.R.G de Tamba	981 30 91
Mouhamed Faye	Assistant au Coordonnateur	U.R.G de Tamba	981 30 91

PARTENAIRES D'EXECUTION

Mamadou TOURE	Directeur du PAMECAS Président de l'APIMEC	PAMECAS	839 86 60
Ibrahima NDIAYE	Directeur Général	AGETIP	839 02 30
Khady NIANG NDIAYE	Chef de Projet	AGETIP	839 02 36
Bassirou GAYE	Chef de projet	AGETIP	839 02 33
Ousseynou SAMB	Assistant Chargé de Programme	ONG AFRICARE	869 74 01
Gorgui Sène DIALLO	Chargé de Programme	ONG AFRICARE	869 74 01
Fatoumata SARR DIEYE	Assistante au Coordonnateur	ONG APCP	971 40 24
Ibrahima DIALLO	Coordonnateur	ONG APDJ	971 17 16
Mamadou NDIAYE	Chargé de Programme	ONG ACA	825 32 14
Sidy NDIAYE	Coordonnateur de Programme	ONG AJED	835 03 20
Abdoulaye SOUGOU	Responsable des Programmes	ONG AJED	835 03 20
Momar DIOP	Chargé de Programme	ONG CONACAP	824 18 11
Babacar FAYE	Agent	ONG CONACAP	824 18 11
Mbaye DIAKHATE	Président	ONG EGA	971 17 16
Idy NDIAYE	Coordonnateur	ONG PASTEEF	978 03 82
Abdourahmane CISSE	Cadre Formateur	ONG CESAO	941 22 26
Aliou SARR	Responsable de Programme	ONG Sahel 3000	835 19 09
Mouhamadou Moustapha DIEDHIOU	Directeur	ONG Action Plus CEDS Afrique	
Sellé TOURE	Chargé de Programme	GREEN Sénégal	951 68 30
Samba SIDIBE	Président	AVPK	985 15 23
Amocodou DIOUF	Président	AHDIS	824 52 83
Visite à KOULOR			
El Hadji Babacar Diop	Chef de village	Koulor	
Ndiouga Diop	Président du Conseil rural	Koulor	
Adja Awa Ndao	Présidente de l'Union locale	Groupements de Promotion Féminine de Koulor	
Kati Konté	Président de l'Association des jeunes	Koulor	
Chérif Touré	Adjoint Chef de Service régional	Petite Enfance de Tamba	
Mamadou Diop	représentant	Bureau ICORE, le maître d'œuvre	
Abdoulaye Seck	représentant	Entreprise EBIS en charge des travaux	
Visite à Tambacounda Commune			
Bassirou NDIAYE	jeune promoteur handicapé, salle de jeux	Tambacounda	
Seydou DIALLO	président	Association des hanséniens de Tambacounda	
Maodo DIAO	membre	Association des hanséniens de Tambacounda	
Ibrahima SARR	membre	Association des hanséniens	

Mamadou DIALLO	membre	de Tambacounda Association des hanséniens de Tambacounda	
Birahim CAMARA	chef du service régional	Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale	
Indé BA	chef de village	Saré Thierno	
Bamol DIAO	président	Conseil d'administration de la CLEC de Saré Thierno	
Abdou FALL	gérant	CLEC de Saré Thierno	
Hawlatou BA	présidente	groupement féminin de Saré Thierno	
Abdou DIAO	facilitateur	alphabétisation première cohorte, Saré Thierno	
Diatou DIOUF	facilitatrice	classe alphabétisation deuxième cohorte S. Thierno	
Mr Badiane	representant	ACEP à Tambacounda	

SITUATION DE DECAISSEMENT AU NIVEAU DES 6 SFD

SFD	Montants reçus	Montant de la Convention	reliquat	Fonds de Contrepartie Intérêts générés : 12 290 026
FDEA	55.900 000 F	55.900 000 F	-	(1 ^{er} Tranche): 392.674.045 F
RECEC	64.500.000 F	64.500.000 F	-	(2 ^e Tranche): 365.000.000 F
MECGFA	184.900.000 F	184.900.000 F	-	(3 ^e Tranche): 229.000.000 F
UMEC DE	106.250.000 F	275.000.000 F	168.750.000 F	(4 ^e Tranche) : 132 000 000 F
SEDHIOU	145.000.000 F	335.400.000 F	190.400.000 F	
UMECUDEF	201.000.000 F	352.600.000 F	151.600.000 F	
ASACASE				
Montants Total	757.550.000 F	1.268.500.000 F	510.750.000 F	998.964.071 F

- Fonds de contrepartie global : 1 293.354.000 F
- Fonds de contrepartie reçu : 1 178 674 045 F dont 132 000 000 F disponible dans le compte
- Fonds de contrepartie restant (2005) : 174 799 955 F
- Fonds de contrepartie à récupérer : 245.300.000 F (PAMECAS : 144.650.000 F : CMS : 100.650.000 F)
- Reliquat convention à réserver : 132 000 000 F + 245 300 000 F + 174 799 955 F = 552 099 955 F CFA

ANNEXE 3

ETAT D'EXECUTION DES ACTIVITES DE MICRO FINANCE AU 31 MAI 2004

<u>SFD</u>	<u>MONTANTS CONVENTIONS</u>	<u>CREDITS OCTROYES</u>	<u>NOMBRE PROJETS FINANCES</u>	<u>CREDITS RECOUVRES</u>	<u>TAUX DE RECOUVREMENT</u>	<u>CREDITS EN SOUFFRANCE</u>	<u>NOMBRE DE CLIENTS</u>
UMEC DE SEDHIOU		97 734 000	306	15 478 984	70%	6 633 850	3 496, dont 2 013 femmes
RECEC		51 325 000	260 (1 CLEC)	23 027 845	87%	3 577 710	1 504, dont 1 145 femmes
ASACASE		179 058 030	396 (53 CLEC)	102 521 898	100 %	0	3 238, dont 1 707 femmes
CMS		222 305 000	1 465 (14 CLEC)	75 452 051	89,13 %	11 411 032	4 211, dont 3 157 femmes
FDEA		66 017 500	1 039 (4)	34 628 773	96,2 %	7 260 718	1 655, dont 1 150 femmes
UMECUDEFS		124 833 775	2 547 (28 CLEC)	47 312 885	100%	0	2 620, dont 1 500 femmes
PAMECAS		132 079 000	416	20 049 000	97 %	8 365 750	3 300, dont 2 858 femmes
MECGFA		149 523 250	1 149 (42 CLEC)	90 578 025	100 %	0	1 832, dont 1 270 femmes
ACEP		82 200 000	316 (10)	20185235	97,9 %	803 000	1 674, dont 925 femmes
TOTAL		1 104 915 555	7 895 (10 CLEC)	421 624 171 * (156 CLEC)	93,03%	20 501 342*	23 530, dont 15 725 femmes

* : Ces situations sont du 30 avril 2004 car les recouvrements du mois de mai se poursuivent jusqu'au 15.

ETAT D'EXECUTION DES MARCHES DE GENIE CIVIL

Entreprises	Désignation	Montant HT du marché initial F CFA	Montant HT du marché révisé F CFA	Taux d'exécution %	Délais d'achèvement travaux initiaux	Délais d'achèvement avec TS
ARC sarl	Lot 1 Dakar : Construction d'un complexe case foyer + case des tout petits, d'une case des tout petits et d'une case de santé	147 004 328	151 547 424	62,5%	17 et 24 Mai 1 ^{er} Juin 2004	17 Juillet 2004
MAXIBAT	Lot 2 Dakar : Construction d'une case foyer ; d'une case de santé et d'un complexe case foyer + case des tout petits	158 004 794	178 784 856	93,9%	5 Avril et 13 mai 2004	21 Juin et 23 Juillet 2004
T.T.C.E.B	Lot 3 Thiès : Construction de deux complexes case foyer + case des tout petits	167 984 073	170 834 229	61,18%	24 Mai 1 ^{er} Juin et 7 Juin 2004	24 Juillet 2004
E.T.P.A	Lot 4 Thiès : Construction d'une case foyer ; de trois cases de santé et d'une case des tout petits ; Lot 5 Diourbel : Construction d'une case foyer ; d'une case de santé et d'une case des tout petits	115 432 845 85 144 262	132 207 688 97 343 615	78,36% 93,03%	29 mai 2004 23 mai 2004	29 Juillet 2004-06-18 23 Juillet 2004
Baol Construction	Lot 6 Diourbel : Construction d'une case foyer ; d'une case de santé et d'une case des tout petits	121 584 711	129 806 257	97,75%	23 et 29 Mai 2004	23 Juillet 2004
Ebati Services	Lot 7 Diourbel : Construction d'un complexe case foyer + case de santé et d'une case des tout petits	84 374 354	87 835 426	59,73%	23 Mai et 28 Juin 2004	23 Juillet 2004
E.B.I.S	Lot 8 Tamba : Construction de trois cases foyers ; de trois cases de santé et de trois cases des tout petits	246 173 171	278 928 082	60,05%	29 et 30 Juillet 1 ^{er} Août et 1 ^{er} Septembre 2004	15 Septembre 2004
G.I.E Keur Anta	Lot 9 Kolda : Construction de trois cases foyers ; de trois cases de santé et de trois cases des tout petits	274 531 764	282 313 133	63,95%	29 Juillet 2004	15 Septembre 2004
TOTAL		1 400 334 302	1 509 600 70	71%	-	-

Les pourcentages d'avancement sont calculés sur les marchés de base (non compris avenant)

PLAN DE PASSATION DES PROCHAINS MARCHES

COMPOSANTE I : Renforcement des capacités des partenaires et bénéficiaires

Composante Renforcement des capacités des partenaires et bénéficiaires	Mode Acquisition prévu	Confection DAO	Approbation DAO BAD	Lancement	Remise / Invitation Offres	Envoi résultat adjudication	Approbation BAD	Préparation et signature du contrat
Formation des artisans réparateurs et entretien de pompes manuelles	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	15 Juin 04		30 Juin 04	31 juillet 04	15 Août 04		25 Août 04
Formation de comités de gestion des ouvrages hydrauliques	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	15 Juin 04		30 Juin 04	31 juillet 04	15 Août 04		25 Août 04
Formation en maraîchage et arboriculture	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	15 Juin 04		30 Juin 04	31 juillet 04	15 Août 04		25 Août 04
Formation / recyclage de mécaniciens réparateurs pour le matériel post récolte	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	15 Juin 04		30 Juin 04	31 juillet 04	15 Août 04		25 Août 04
Acquisition de manuels de post-alphabétisation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	18 juin 04	Juil 04	Juil 04	Août 04	Août 04	Septembre 04	Septembre 04
Formation en hygiène et Assainissement	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	15 Juin 04		30 Juin 04	31 juillet 04	15 Août 04		25 Août 04
Formation de comités de gestion communautaire des équipements	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	15 Juin 04		30 Juin 04	31 juillet 04	15 Août 04		25 Août 04

COMPOSANTE II : Microfinance et Activités Génératrices de Revenus

Composante Microfinance et Activités Génératrices de Revenus	Mode Acquisition prévu	Confection DAO	Approbation DAO BAD	Lancement	Remise / Invitation Offres	Envoi résultat adjudication	Approbation BAD	Préparation et signature du contrat
Recrutement d'un spécialiste pour le suivi évaluation final (4ème année)	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Sept. 04	Sept 04	Oct. 04	Oct. 04	Nov. 04	Déc. 04	Déc. 04

COMPOSANTE IV : Gestion

Composante Gestion Désignation	Mode Acquisition prévu	Confection DAO ou spécifications	Approbation DAO BAD	Lancement	Remise / Invitation Offres	Envoi résultat adjudication	Approbation BAD	Préparation et signature du contrat
2ème Enquête suivi évaluation de la pauvreté	Entente directe : DPS	1 ^{er} Juillet 04		15 Juillet 04				Août 04
Recrutement de facilitateur pour le 2ème atelier bilan évaluation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Juil 04	Juil 04	Août 04	Août 04	Sept 04	Sept. 04	Sept. 04
3ème Enquête suivi évaluation de la pauvreté	Entente directe : DPS	Janvier 05		Janvier 05				Février 05

Contrepartie nationale

63. Conformément à l'accord de prêt, le Gouvernement devrait mobiliser le 31 mars de chaque année, les fonds requis pour le financement des travaux (location des bureaux) et du volet crédit. Les fonds ont été décaissés à hauteur de 462 674 045 FCFA pour l'année 2001, 429 millions en 2002, 397 millions FCFA en 2003 et 202 millions FCFA pour l'exercice 2004. Le Gouvernement participe également aux frais de fonctionnement, pour la prise en charge sociale des agents et la couverture d'une partie des dépenses en carburant, fournitures de bureau et formation des relais. Sa contribution globale est détaillée dans le tableau ci-dessous.

Situation des engagements et décaissements sur la contribution du Gouvernement

<u>Catégories SAP</u>	<u>Montants alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA *</u>	<u>Montants engagés en FCFA</u>	<u>Montants décaissés en FCFA</u>	<u>% Décaissé</u>
TRAVAUX : Construct/Réhabilit	93 700	77 470 036		27 010 000	34,87%
FONCTIONNEMENT	0	0		548 391 468	
FONDS DE CREDIT	1 756 300	1 452 087 764		1 118 674 045	77,04%
TOTAL	1 850 000	1 529 557 800		1 694 065 513	110,76%

* Taux mois de juin : 1 UC = 786,775 FCFA

Décaissement sur le prêt FND

64. Le premier décaissement sur le prêt FND a été effectué le 17 octobre 2002. Le montant total des décaissements est de 2 166 269 UC au 22 juin 2004, soit un taux de décaissement de 43%. Le détail se trouve ci-dessous.

Situation des engagements et décaissements sur le prêt FND

<u>Catégories</u>	<u>Montants alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA *</u>	<u>Montants engagés en FCFA</u>	<u>Montants décaissés en FCFA</u>	<u>% Décaissé</u>
TRAVAUX : Construct/Réhabilit	2 978 340	2 462 455 772	2 884 900	1 092 845 264	47%
BIENS : Eqpt/Mob/fournit	1 366 595	1 129 884 347	937 633	293 224 691	27%
SERVICES : Etudes/supervision, Services de spécialistes, Formation	557 025	460 541 586	469 709	328 129 832	72%
FONCTIONNEMENT	98 040	81 058 296			
TOTAL	5 000 000	4 133 940 000	4 292 241	1 714 199 787	43%

*Taux mois de juin : 1 UC = 786,775 FCFA

COORDINATION AVEC AUTRES PROJETS SIMILAIRES

65. En plus du PLCP, deux projets sont en cours d'exécution dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, il s'agit de : AFDS et PARED, financés respectivement par la Banque Mondiale et le PNUD. Suite à la rencontre avec le Coordonnateur de la Cellule de Suivi Opérationnel des Projets et Programmes de Lutte Contre la Pauvreté et son équipe, il a été retenu de tenir une réunion semestrielle avec les différents projets afin de créer une synergie et une complémentarité des actions. Avant la dite réunion, le point sera fait sur les interventions du PLCP et l'AFDS